



Les 'Gilets jaunes'... ou la résistance insurrectionnelle de citoyens trahis

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#),
[Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#)
Analyses: [Gilets jaunes](#)

Quand la justice de l'Etat n'est que violence,

la violence du peuple n'est que justice (graffiti mural)

La colère citoyenne qui se manifeste à travers le mouvement des 'Gilets jaunes' est non seulement compréhensible, mais elle est pleinement justifiée. Tout citoyen animé d'équité ne peut qu'en être solidaire. Ce n'est pas la première fois qu'elle s'exprime, et si les précédents mouvements de contestation qui ont émaillé la paix sociale ces dernières années ont semblé s'étioler, en réalité cette colère ne s'est jamais éteinte. Bien au contraire, comme elle n'a pas été entendue par les tenants du pouvoir, les frustrations se sont accumulées à en devenir explosives.

Le niveau d'injustices alimentées par les politiques mises en place par les gouvernements nationaux au service de la machine européenne et son idéologie ultra-libérale, est devenu inacceptable pour la majorité des citoyens. Tant au plan national qu'international du fait de cette mondialisation suicidaire où tout est lié. Les exemples sont si nombreux qu'il est impossible d'en établir la nomenclature.

Le mouvement gagnera-t-il d'autres Etats ?

Mais une première question à se poser est de savoir si la France se soumettra plus encore aux dictats européens, comme y a été contrainte la Grèce qui a servi de laboratoire pour tester la résistance de la population à la privatisation frénétique et au vol organisé de ses acquis sociaux.

L'Islande déjà avait pris du recul par rapport aux instances de l'Union européenne et après quelques années de marasme et un remaniement en profondeur de son appareil politique et de ses priorités nationales, a retrouvé une croissance et une stabilité enviables.

Le Portugal très impacté après la crise de 2008 a lui aussi opté pour des choix qui ne s'inscrivent pas dans la doxa européenne et fait nettement mieux que les pays qui poursuivent aveuglément les règles strictes de Bruxelles.

Le Royaume-Uni a voté pour le Brexit, et malgré d'incessantes manœuvres pour tenter de

revenir sur ce vote, le choix du peuple est respecté, au grand dam des eurocrates qui tentent d'alourdir l'ardoise britannique afin d'indiquer à ceux qui s'engageraient sur la même voie que quitter l'Europe coûte cher.

Le nouveau gouvernement italien privilégiant les intérêts du pays à ceux de l'oligarchie européenne semble tenir tête aux politiques d'austérité imposées par Bruxelles. Mais pour combien de temps ?

L'Italie n'est pas la Grèce, et son poids économique en Europe est considérable. La Grèce représente 2% du PIB européen contre 18% pour l'Italie, 21% pour la France et 30% pour l'Allemagne. Une sortie de l'Italie de l'UE telle qu'elle est bâtie serait un véritable cataclysme pour l'édifice et le ruinerait grandement sinon définitivement.

Une deuxième question se pose ensuite : un mouvement comme les '*Gilets jaunes*', surgi d'une base élargie et variée, refusant toute récupération politique ou syndicale, sans un minimum d'organisation et qui risque d'essaimer hors de France - cela bouge en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Bulgarie, en Serbie,... - peut-il tenir dans la durée face à une UE dotée de redoutables moyens ? Le gouvernement français - à l'instar d'autres - observe cela avec attention et joue sur ce manque de structuration, attendant que les citoyens s'épuisent dans ces luttes qu'il caricature et réduit au fait de partis extrémistes et de bandes de '*casseurs*' menacés de poursuites et de sanctions.

Ce ne serait pourtant pas la première fois que certains membres des forces de l'ordre se soient infiltrés parmi ces '*casseurs*'. Il convient donc d'être prudents dans la lecture des faits rapportés par les médias habituels. D'autant que des vidéos plus que troublantes circulent (voir : http://www.alterinfo.net/Agents-provocateurs_a143341.html).

Ce que cache vraiment la colère citoyenne

La énième pression fiscale sur les carburants n'est pas le fond du problème, mais son révélateur. Résoudre ce seul point serait donc vain et illustrerait l'incompétence du pouvoir à comprendre le message. Pour mémoire, le coût du pétrole brut ne compte que pour un peu plus du quart du prix du diesel et de l'essence à la pompe. Tout le reste est constitué de taxes et accises imposés par les gouvernements (lire : <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/structuration-des-prix-de-l-essence-et-du-gazole-france>). Et cette hausse de la fiscalité sur les carburants découle directement de directives européennes (dont celle de 2009 sur l'énergie - 2009/28 CE & 2009/72/CE), prônant une importante hausse des taxes sur les carburants, sous prétexte de transition énergétique, associée au démantèlement et à la privatisation du système national de production d'énergie (EDF, GDF, ...).

Même si certaines revendications des '*Gilets jaunes*' ont un goût douteux, à l'écoute des multiples intervenants, un message paraît évident : les citoyens clament à l'unisson leur dégoût des responsables politiques. A cela, il n'y a aucun doute et les premiers visés devraient en saisir toute la portée.

L'érosion du pouvoir d'achat menant à un appauvrissement de la population se confirme année après année - malgré les discours de cette caste imbuvable qui nous enfume avec ses promesses contraires grâce à '*plus d'Europe*' - au point que la précarité touche de plus en plus d'individus et de familles (lire : <https://www.marianne.net/économie/le-grand-mensonge-du-pouvoir-d-achat>). Mais, les

politiques feraient bien de ne pas s'y tromper : les citoyens ne contestent pas seulement la baisse de leur pouvoir d'achat : de manière plus générale, ils rejettent les dérives capitalistes et financières qui ont été ces dernières décennies l'unique boussole d'une minorité de fortunés.

Sans remonter jusqu'à Mitterrand ni Chirac dont il y aurait pourtant beaucoup à dire ; fatigués du fantasque président Sarkozy les ayant malmenés sur plusieurs fronts et qu'ils ont dégommé en élisant Hollande se présentant à gauche, ennemi de la finance mais qui a appliqué la même politique ultra-libérale de droite dictée par l'UE - avec un bilan tellement catastrophique qu'il n'osa pas envisager de se représenter, idée saugrenue qui le taraude maintenant, comme si les Français avaient oublié ! - est arrivé le sémillant Macron qui, égocentrique rusé, comprit que face au trouble ressenti par des électeurs déboussolés, il y avait un créneau à prendre au centre mais, qui comme les autres, s'applique à imposer les politiques d'austérité dictées par l'UE au profit du grand capital. Cela fait donc plusieurs décennies que les Français sont trompés, abusés par une poignée d'individus sans vergogne ni autre projet que toujours '*plus d'Europe*' !

Aussi, ceux qui une fois de plus du haut de leur suffisance n'entendent pas la colère actuelle, indiquent soit qu'ils ne comprennent rien des attentes légitimes d'une population excédée par le degré intolérable d'injustices de la société, tant ils en sont déconnectés ; soit qu'ils n'en ont cure. Je penche plutôt pour la deuxième hypothèse, mais dans les deux cas cela signifie que cette caste politique arrogante n'est pas apte pour s'occuper des affaires de l'Etat. Et il apparaît de plus en plus clairement que ceux qui la composent ne sont pas à son service mais se servent des prérogatives qu'ils peuvent en tirer pour leur propre compte. Les classes moyennes et ouvrières sont systématiquement appelées à se serrer la ceinture au centime près, quand le couple présidentiel se paie une vaisselle à 250.000 €, une piscine privée au Fort de Brégançon (entouré de la Méditerranée !) et le renouvellement de toute la décoration des appartements et bureaux de l'Élysée, dont la moquette seule coûterait aux environs de 300.000€... sans parler des nombreux éléments que l'on ne connaît pas encore (voir : https://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/brigitte-et-emmanuel-macron-dependent-300-000-euros-pour-changer-la-moquette-de-lelysee-la-polemique-enfle_422591). J'ouvre ici une parenthèse : pour mémoire, les anciens présidents français jouissent d'une pension confortable à vie après leur passage à l'Élysée... payée par l'impôt de ceux qu'ils auront trahis. Dernier pied-de-nez magistral de ces voyous au peuple ! Je referme la parenthèse. Et les exemples de responsables politiques mêlés de près ou de loin à des affaires de corruption, de mœurs douteuses ou de trafics en tous genres et rarement sanctionnés comme il l'eût fallu sont multiples. Augmentant du même coup, la juste exaspération citoyenne dans cette évidence que perdre un flagrant deux-poids, deux-mesures dans la manière dont fonctionnent nos appareils étatiques qui n'ont plus de '*démocratie*' qu'un mince vernis et s'apparentent de plus en plus à une '*démocrature*' (lire : <https://www.les-crises.fr/macron-seffondre-et-emporte-les-medias-avec-lui/>).

Quand la suffisance sert de paravent à l'incompétence

Malgré cela, le 1^{er} ministre E. Philippe vient d'annoncer un smic non revalorisé au 1^{er} janvier prochain. Auquel s'ajouteront des hausses substantielles du péage des autoroutes, du contrôle technique, ainsi que celles du timbre-poste, des transports, et plus conséquentes, celle du gaz et de l'électricité. A se demander s'il ne s'agit pas de provocations irresponsables ! Le '*moratoire*' de 6 mois ou d'un an proposé ces dernières

heures n'est qu'un subterfuge pour apaiser la tension du moment, mais ne résout rien au fond du problème, et dans quelques mois la colère risque de resurgir de manière plus violente encore si le fondement même de ces politiques n'est pas revu avec l'exigence nécessaire.

Les médias dominants ne nous diront pas les choses de cette manière. Ils prétendent nous informer quand ils nous désinforment en permanence, ne se rendant même plus compte qu'ils ont perdu toute crédibilité. A part exception devenue rarissime, il ne s'y trouve d'ailleurs plus aucun 'journaliste' digne de ce nom. Ce sont des salariés priés d'endosser le costume de fonction et de débiter des clichés et des approches prêtes-à-penser – voire même des *fake-news* – sans aucune réflexion ni recul sur les événements, sans la moindre analyse objective, ni parfois la moindre connaissance des dossiers qu'ils traitent. Avec pour invités habituels des 'experts' ayant pour mission de relayer le discours du pouvoir, jouant sur les peurs et les émotions primaires, dressant les citoyens les uns contre les autres. Faut-il rappeler qu'en France, les médias sont aux mains d'une poignée de milliardaires 'sionisés' jusqu'à l'os, ayant leurs entrées à l'Élysée ? Ceci explique cela. Et la 'liberté d'expression' tant vantée n'est tolérée que si elle s'inscrit dans la lignée du discours de l'État. Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut espérer un mouvement fédérateur qui pourrait réveiller l'esprit critique qu'il convient au contraire de garder sous somnifère, et pour cela, rien de tel que la télé et ses émissions et animateurs incultes voire débiles pour certains.

Et où que l'on tourne la tête, la seule piètre réponse délivrée par des gouvernements débordés et à court d'arguments est la glose habituelle : fermeté et autorité. « *Nous maintiendrons le cap* » entend-on en boucle. Une fermeté de langage qui ne parvient plus à masquer le vide et l'incompétence des responsables ni les choix de gouvernances dévouées à l'oligarchie. Celle-là même qui tient les peuples par son système répressif : intimidations, menaces, lourdes peines, détentions arbitraires, police, gendarmerie, état d'urgence, brigades spéciales anti-émeutes, snippers, et au besoin, armée. Sinistres méthodes qui ne sont pas sans rappeler la '*peste brune*' et qui illustrent combien seul compte le maintien d'un système d'une violence inouïe qui ne recule devant rien pour protéger les plus nantis. Quant à la justice, bien précaire, elle piétine loin, très loin derrière.

Après les accrochages du samedi 24.11 à Paris, quand le président Macron twittera : « *Merci à nos forces de l'ordre pour leur courage et leur professionnalisme. Honte à ceux qui les ont agressées. Honte à ceux qui ont violenté d'autres citoyens et des journalistes. Honte à ceux qui ont tenté d'intimider des élus. Pas de place pour ces violences dans la République* », il signifie par son verbiage creux à quel point il est dépassé par les événements. Se réfugiant derrière les forces de l'ordre dont il doit à tout prix éviter qu'elles ne finissent par rejoindre à leur tour les '*Gilets jaunes*' et se retourner contre lui et ses funestes choix politiques. Les caresser dans le sens du poil, calcul sournois, basse flatterie, raconte bien le cynisme de l'individu qui a d'ailleurs proposé lors d'un déjeuner avec des CRS à l'Élysée ce 3 décembre, de leur verser une prime exceptionnelle vu leurs prestations lors des journées de manifestation. Ce qui n'empêche pas qu'un préavis de grève a été déposé par plusieurs syndicats de policiers. La '*honte*' lui revient en premier, de poursuivre sa politique au profit des riches. Les citoyens qui réclament sa démission doivent persister dans ce sens et aller jusqu'à l'obtenir.

Nos riches démocraties sans le sou ?

Nos États seraient donc désargentés ? Pourtant, les solutions pour trouver de l'argent en abondance existent et tout le monde le sait : à commencer par s'attaquer à la fraude, aux

paradis fiscaux et à ceux qui les alimentent. Les noms sont connus. A l'ère de l'informatique et du choix de l'ultra-sécuritaire où tout est contrôlé et où tout se sait, le citoyen comprend bien que c'est le manque de courage et de volonté politique qui manquent. Puis, il faut taxer les plus hauts revenus et appliquer la même politique fiscale que celles des USA : où que les évadés fiscaux se réfugient, en tant que citoyens américains ils sont taxés comme s'ils résidaient dans le pays. Ensuite, il faut que les multinationales du type GAFA (Google, Amazone, Facebook, Apple, ...) qui ne paient pas d'impôts à hauteur des revenus colossaux qu'ils engrangent y soient contraintes et ne bénéficient plus d'ingénierie fiscale comme au Luxembourg dont est issu le président de la Commission européenne J-CI. Juncker. Quel hasard ! Puis il faut revoir les salaires et avantages de certains patrons-voyous qui pillent leur société tout en refusant la moindre augmentation de salaire aux salariés. Enfin, il faut réduire de manière draconienne le train de vie des appareils d'Etat ainsi que de l'UE. Les modèles de gestion gouvernementale saine existent, comme dans certains pays nordiques.

Quant à l'UE, avant de donner des leçons d'écologie aux citoyens, elle devrait commencer par arrêter le gaspillage et supprimer le déménagement entre Bruxelles et Strasbourg chaque mois (!) pour y tenir une seule session parlementaire avec la noria de camions transportant les milliers de dossiers nécessaires aux technocrates qui s'y rendent et dont le coût est évalué à plus de 10 millions d'euros mensuels ! Et cela depuis des décennies (voir : <http://www.leparisien.fr/politique/parlement-europeen-un-demenagement-mensuel-controverse-a-114-millions-d-euros-par-an-27-05-2018-7738575.php>).

Dans la foulée, le citoyen n'admet plus que les taxes et impôts divers pour des Etats qui n'ont de cesse de se déclarer à court d'argent en trouvent toujours assez pour aller participer à des guerres injustifiées aux côtés de l'OTAN et de ses aventures criminelles.

Sur un panneau déposé par les manifestants au pied de l'Arc de Triomphe était écrit : '*Le Peuple vous voit... Le Peuple sait.*' La réalité est simple : les citoyens ne supportent plus l'injustice fiscale au profit des plus riches, ni de financer des pillages et leur lot de victimes innocentes sous prétextes de taxes écologiques et d'impôts multiples détournés !

Seule issue : un renversement du rapport de forces

A l'extérieur, au Moyen-Orient et en Afrique, nos Etats poursuivent leurs politiques coloniales prédatrices sans l'avouer. A ce titre la Palestine est l'exemple exhaustif d'un monde qui dysfonctionne. Tout ce qui y est pratiqué par l'occupant israélien aurait été jugé et condamné depuis longtemps s'il s'agissait d'un autre Etat qu'Israël. Mais comme il s'agit d'un Etat colonial porté à bout de bras par d'autres Etats coloniaux que sont les USA et nos pays d'Europe, toutes les avanies et les injustices allant jusqu'aux crimes d'enfants semblent permis. Sans parler du profond sentiment raciste d'une suprématie blanche à l'encontre d'une population basanée, musulmane de surcroît, qui s'y dissimule. Et quelle que soit la couleur de nos gouvernements, le tapis rouge est régulièrement déroulé sous les pieds de ces assassins. Trahison supplémentaire des valeurs les plus fondamentales de nos '*démocraties*' agonisantes !

Si les militants les plus naïfs et les moins politisés, tant pour les causes intérieures qu'extérieures, pensent que l'espèce humaine est animée de nobles sentiments, ils peuvent continuer à croire que ces situations évolueront '*naturellement*' dans le bon sens, sauf que cela ne se produira pas tout seul, pas plus avec le temps qu'avec des prières.

En revanche, pour les militants plus réalistes, l'observation de l'espèce humaine devrait leur

indiquer que seul un changement de paradigmes – à savoir le renversement du rapport de forces – parvient à inverser le cours des choses. Il ne faut pas être ‘expert’ pour le comprendre, il n’est qu’à prendre un peu de recul et voir que l’Histoire s’est toujours écrite ainsi. Les acquis sociaux n’ont jamais été concédés par les puissants mais leur ont été arrachés par d’âpres luttes citoyennes. Et cela de tous temps et sous toutes les latitudes. Pour preuve, devant la colère déterminée des ‘Gilets jaunes’, l’exécutif commence à lâcher du lest. Sauf que quelques miettes concédées ne suffiront pas !

On peut le regretter, tergiverser sur tel ou tel propos, le constat n’en demeure pas moins évident : il s’agit bien d’un rapport de forces. Et les dégâts occasionnels causés aux abris-bus, aux trottoirs déparés ou à quelques vitrines brisées ne sont rien au regard des violences pérennes pratiquées par l’Etat sur quantité de citoyens définitivement privés d’acquis sociaux essentiels à leur condition de vie décente. Quand ce n’est pas de vie, tout court !(1)

Et pour anticiper toute objection de bobos de gauche, je leur rappelle avant même qu’ils ne me l’opposent, les propos de Gandhi : *« Je le répète, et le répèterai encore et encore, celui qui ne peut se protéger lui, ou ses proches, ou leur honneur, en affrontant la mort non violemment, peut et doit se servir de la violence contre son oppresseur. Celui qui ne peut faire ni l’un ni l’autre est un fardeau (...) Bien que la violence ne soit pas légale, lorsqu’elle est utilisée en tant que légitime défense ou en défense des démunis, elle constitue un acte de bravoure bien supérieur à une lâche soumission »*. Dont acte.

La crainte majeure de ces technocrates qui se sont emparés des manettes de commande des Etats soumis à la ‘Loi du Marché’ est que le mouvement des ‘Gilets jaunes’ démarré en France ne fasse tache d’huile et finisse par s’étendre au-delà des frontières, voire des continents. Parce qu’à l’extérieur de l’Hexagone, c’est identique : les pays riches ont la puissance financière, économique et militaire leur permettant de dominer les populations plus faibles qui ne peuvent se défendre de leurs agressions. Seul un renversement du rapport de forces peut changer les choses.

Cela s’est illustré entre le 11 et le 13 novembre dernier, lorsque des soldats israéliens déguisés en civils se sont infiltrés dans la bande de Gaza et ont été arrêtés dans leur tentative par la résistance palestinienne. Il s’en est suivi 48h de bombardements et de tirs de missiles des deux côtés, et la colonie israélienne a prié l’Egypte d’intervenir urgemment pour que cesse l’escalade, se rendant compte que malgré sa puissance militaire, économique et financière, elle n’était plus maître de la situation et que les dégâts infligés par la résistance – près de 500 roquettes & missiles, provoquant la mort de plusieurs colons ainsi que des dizaines de blessés – étaient considérables. Le rapport de forces a changé.

Les Gazaouis ont d’ailleurs manifesté ce 4 novembre leur soutien aux ‘Gilets jaunes’, les exhortant à résister aux lobbies sionistes qui contrôlent l’appareil politique et financier de la France, avec les craintes exprimées du côté israélien d’une interconnexion entre les mouvements de résistance.

Autre exemple, la guerre odieuse que livrent l’Arabie saoudite et ses alliés contre le Yémen dont la population est prise en otage et paie au prix le plus fort les virées belliqueuses auxquelles nos pays participent par leurs ventes d’armes au régime saoudien. Sous prétexte de maintenir l’emploi chez nous, il semble plus important de continuer à fabriquer et vendre ces technologies de mort. Les sommes brassées sont astronomiques et la plupart des citoyens n’en ont d’ailleurs aucune idée. A cet effet, je rappelle que rien que les USA y

dépendent environ 2 milliards de dollars par jour ! L'indécence de ces montants y est absolument ahurissante (<https://français.rt.com/international/55542-washington-a-depense-pres-6000-milliards-dollars-faire-guerre-depuis-11-septembre>).

Une réflexion politique sérieuse de tout mouvement contestataire doit englober ces crimes contre l'humanité auxquelles nos '*démocraties*' ne peuvent participer plus longtemps. Comment sinon, espérer que le monde s'améliore en tolérant de telles pratiques ? Comment penser être crédibles pour d'autres pays en poursuivant de tels agissements ? Comment exiger des autres Etats un respect des Droits humains quand nous les piétinons allègrement par nos procédés scandaleux ? Comment penser que les discours de nos représentants politiques soient encore écoutés quand ils prétendent apporter leur '*démocratie*' à coups de bombardements ?

Pour les populations écrasées par ces appétits de domination, il n'y a qu'une issue, la même que chez nous : résister. Non seulement aux offensives militaires de nos pays, mais surtout à cet ordre inique que l'occident et sa prospère industrie des armes veut imposer partout. Renverser le rapport de forces.

Ainsi, la seule loi qui prévaut dans le monde, et qui est toujours la même depuis la nuit des temps reste, quoi qu'on en dise, la loi du plus fort. Et les Palestiniens l'ont compris. Ils s'organisent donc, au-delà de nos promesses jamais respectées et de nos innombrables '*sommets pour la paix*' qui n'aboutissent qu'à renforcer le vol et la mise-à-sac de leurs territoires par l'occupant sioniste. Ils s'arment et renforcent leurs moyens de défense, patiemment, mais avec détermination. Sachant qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes le moment voulu.

Aussi, les jours de la colonie israélienne sont-ils comptés, n'en déplaise à tous ceux qui ont soutenu ce projet colonial abject. En effet, derrière ses déclarations menaçantes, cet Etat factice (2) ne fait que perdre sur tous les plans: il a dû reculer au sud Liban ; il a dû lâcher ses colonies dans la bande de Gaza ; il va devoir se retirer du plateau du Golan syrien ; il a perdu son pari de déstabiliser la Syrie et ne peut plus y envoyer son aviation ; il est incapable de faire face à la résistance opiniâtre du Hamas ni à celle redoutable du Hezbollah ; comme il est incapable de contrer l'Iran ; du fait de ses pratiques criminelles son image n'a jamais été aussi détériorée à travers le monde, même aux USA ; son économie est écornée par la campagne BDS qui poursuit son chemin ; et il s'est progressivement enfermé dans son TOC (Trouble Obsessionnel Compulsif) identitaire et dans un mur qui se referme lentement sur lui. Belles perspectives...

Les racistes de tous poils qui se sont projetés dans cet Etat où l'apartheid est devenu légal, peuvent se morfondre : malgré les sommes astronomiques pour l'éclosion de ce régime assassin, leur pari est perdu.

En ira-t-il de même pour nos '*démocraties*' ? Comme écrit en début d'article, l'on observe de plus en plus de velléités dans plusieurs pays de l'UE. Les tenants du pouvoir s'échinent à maintenir l'ordre actuel en place, quel qu'en soit le prix humain. A terme, leur aveuglement confine à la bêtise car cet ordre inique est tout simplement intenable, ce n'est qu'une question de temps.

Or, ne dit-on pas que l'Histoire s'accélère ? (lire : <https://arretsurinfo.ch/imperialisme-et-immigration/>).

Daniel Vanhove

06.12.18

¹ « *L'Etat est le système le plus meurtrier de l'histoire humaine, avec ses guerres et ses génocides, sans parler de la militarisation de sa police, de l'emprisonnement de masse, du blocage des frontières qui provoquent par milliers la mort de personnes migrantes et de ses choix entraînant la destruction de la planète* » - Francis Dupuis-Déry - Extrait de la Préface au livre « *Comment la non-violence protège l'Etat* » de Peter Gelderloos - Ed. Libre - 2018

² Rappel : je parle toujours d'un Etat 'factice' dans la mesure où la Résolution 181 de l'ONU prévoyait explicitement le partage de la terre de Palestine historique en deux Etats, l'un juif et l'autre arabe. Comme ce dernier n'a jamais été reconnu par le premier, celui-ci est donc nul et non avenu, et la Palestine historique prévaut toujours dès lors que le Droit international n'a pas été reconnu ni appliqué par l'une des deux parties. A ce jour, l'Etat d'Israël est donc bien un Etat 'factice' et d'ailleurs de nombreux Etats ne le reconnaissent pas.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Vanhove](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Daniel Vanhove](#)

A propos :

Daniel Vanhove est Observateur civil et auteur. Son dernier ouvrage *La Démocratie Mensonge* - 2008 - Ed. Marco Pietteur - coll. Oser Dire.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca